



Extrait du Registre des Délibérations du
Conseil Communautaire de Londinières

n°2025_061

L’an deux mille vingt-cinq, le **23 octobre** à vingt heures s’est réuni le conseil de la communauté de communes de Londinières à Londinières.
Sous la Présidence de Mme Armelle Biloquet.

Objet : **Adhésion aux missions optionnelles du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime**

Nombre de Membres :

En exercice : 33	Présents : 22	Absents : 1	Absents excusés : 10
Pouvoirs :0			
Votants : 22			
Pour :22			
Contre :0			
Abstention :0			
Secrétaire de séance : M. Hurard François			
Délibération transmise en Sous-Préfecture et ayant fait l’objet des formalités de publicité – certifiée exécutoire, la Présidente	BAILLEUL-NEUVILLE	M SIMON Jérémy (suppléant)	
	BAILLOLET	Mme LERMECHAIN Maryse	
	BURES-EN-BRAY	M. LÉVÊQUE Jacky, Mme BRETON Charlyne	
	CLAIS	M. LEBORGNE Vincent, Mme CAMENISCH Sabine	
	CROIXDALLE	M. MARTEL Jean-Paul, M. LEFEBVRE Luc Abs exc	
	FRÉAUVILLE	M. MARTEL Christian	
	FRESNOY-FOLNY	M. DEBURE Gilbert Abs excusé, M. HAESAERT Médard, Mme CAPLET Corinne, M. DUPUIS François Abs excusé	
	GRANDCOURT	M. DE CHEZELLES Arnaud Abs exc, M. ROBIN Emmanuel Abs exc	
	LONDINIÈRES	Mme BILOQUET Armelle, M. DUMOUCHEL Jean-Marie, Mme MARTEL Régine, M. HURARD François, Mme DEPOIX Marie-Claude, Mme Abs excusée LEGRAND Catherine, Mme WATTELIER Nathalie Abs	
	OSMOY-SAINT-VALERY	Mme BOURGEOIS Marie-Josée, M. LECLERC David	
	PREUSEVILLE	M. VASSARD Hervé,	
	PUISINVAL	Mme LEDUE Sabine Abs excusée	
	SAINTE-AGATHE D’ALIERMONT	M. PEPIN Martial, M. MOREL Jean-Marc Abs exc	
	SAINT PIERRE DES JONQUIERES	Mme BILLER Bénédicte,	
	SMERMESNIL	M. GRANDSIRE Bruno, Mme DESBUREAU Régine Abs excusée	
	WANCHY-CAPVAL	M. BOINET Olivier Abs exc, M. TAFFIN Guy	

ARTICLE L452-47 DU CODE GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE

Mme Armelle Biloquet, présidente, expose au conseil communautaire que le Centre de Gestion de la Seine-Maritime assure pour le compte des collectivités et établissements affiliés des missions obligatoires prévues par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifié. Notamment, il lui revient d'organiser les concours et examens professionnels, de gérer la bourse de l'emploi (www.emploi-territorial.fr) ou encore d'assurer le fonctionnement des instances paritaires (commission administrative paritaire, comité technique), etc. Au-delà des missions obligatoires, le CdG 76 se positionne en tant que partenaire « ressources humaines » des collectivités par l'exercice d'autres missions dites optionnelles. Dès lors, ces missions sont proposées par le CdG 76 afin de compléter son action et d'offrir aux collectivités un accompagnement quotidien en matière de gestion des ressources humaines.

Le Centre de Gestion propose ainsi une convention-cadre permettant, sur demande expresse de la collectivité, de faire appel aux missions proposées en tant que de besoin.

Après conventionnement la collectivité peut, le cas échéant, déclencher la ou les mission(s) choisie(s) à sa seule initiative dans les conditions précisées par la convention-cadre.

L'autorité territoriale rappelle que la mise en œuvre du statut de la Fonction Publique Territoriale étant devenue un enjeu stratégique en raison de sa complexité et de son incidence sur la gestion de la collectivité, ces missions permettent d'assister les élus dans leur rôle d'employeur.

L'autorité territoriale propose aux membres de l'organe délibérant de prendre connaissance du dossier remis par le Centre de Gestion de la Seine-Maritime.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide de :

ARTICLE 1 :

Adhérer à la convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles du Centre de Gestion de la Seine-Maritime

ARTICLE 2 :

Autoriser l'autorité territoriale à signer les actes subséquents. (convention d'adhésion à la médecine professionnelle, formulaires de demande de mission, devis, etc.)



Pour extrait conforme,
Présidente,
BILOQUET Armelle